

MARCHE DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES C.C.A.P

OPERATION :

Aménagement du clos/couvert du rez de chaussée du 13/15 rue de l'Arc pour le projet du centre socio-culturel du 44 rue d' Aubagne 13 001 Marseille

Maître d'ouvrage :

Marseille Habitat
Espace Colbert
10, rue Sainte Barbe
13001 MARSEILLE

SOMMAIRE

1. OBJET DU CONTRAT ET DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1.1 OBJET DU CONTRAT	4
1.2 ELECTION DE DOMICILE	4
1.3 TRANCHE.....	4
1.4 SOUS-TRAITANCE	4
1.5 UTILISATION DES RESULTATS ET PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	4
2. PIECES CONSTITUTIVES ET PARTIES CONTRACTANTES.....	5
2.1 PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT.....	5
2.1.1 L'acte d'engagement	5
2.1.2 Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes.....	5
2.1.3 Le Cahier des Clauses Techniques (CCT).....	5
2.1.4 Le programme travaux.....	5
2.1.6 Pièces générales.....	5
2.2 MODIFICATION DU CONTRAT	6
2.3 PARTIES CONTRACTANTES	6
2.3.1 Les parties contractantes sont :.....	6
2.3.2 Modifications statutaires.....	7
2.3.3 Autres partenaires (hors du présent contrat).....	7
2.4 GROUPEMENT DE MAITRISE D'ŒUVRE - COTRAITANCE	7
2.5 SOUS-TRAITANCE.....	9
2.6 CONTROLE DE LA SOUS-TRAITANCE DES ENTREPRISES	10
3. HONORAIRES ET REGLEMENT DES COMPTES.....	10
3.1 CARACTERE DE LA REMUNERATION	10
3.2 CONTENU DE LA REMUNERATION	10
3.3 PRINCIPE DE CALCUL DE LA REMUNERATION	10
3.4 REMUNERATION DU MAITRE D'ŒUVRE ET COUT DES TRAVAUX	11
3.4.1 Estimation prévisionnelle avant procédure de consultation des entreprises .	11
3.4.2 Contrôle de l'estimation prévisionnelle définitive	12
3.4.3 Respect du coût des marchés de travaux	12
3.5 ENGAGEMENT SUR PERFORMANCES.....	13
3.5.1 Performances techniques (sauf spécifications données par le programme) .	13
3.5.2 Performances de délais	13
3.6 REPARTITION DE LA REMUNERATION.....	13
3.6.1 Répartition de la rémunération en fonction des éléments de mission.....	13
3.6.2 Répartition de la rémunération entre les différents intervenants.....	13
3.7 PRESTATIONS EFFECTUEES OU APPORTEES PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE	13
3.8 VARIATIONS ECONOMIQUES	13
3.9 CONDITIONS DE PAIEMENT.....	13
3.10 AVANCES – NANTISSEMENT	14
3.10.1 Avances.....	14
3.10.2 Nantissement	15
3.11 REMUNERATION FINALE	15
4. EXECUTION DU CONTRAT ET DELAIS	15

4.1 GENERALITES.....	15
4.1.1 Comptage des délais.....	15
4.1.2 Prolongation des délais contractuels.....	16
4.1.3 Coordination en matière de sécurité et de santé	16
4.2 AVENANTS NEGOCIES AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE.....	16
4.3 DELAIS D'ETUDES.....	17
4.3.1 Délais d'études.....	17
4.3.2 Délai d'approbation des études	17
4.4 DELAIS DE NEGOCIATION ET DE PASSATION DES CONTRATS DE TRAVAUX	17
4.4.1 Délais d'examen des offres des entreprises	17
4.4.2 Délai d'études complémentaires	17
4.5 DELAIS AYANT TRAIT A LA DIRECTION DE L'EXECUTION DES CONTRATS DE TRAVAUX	18
4.6 DELAIS APRES RECEPTION DES TRAVAUX.....	18
4.7 DELAIS DE TRANSMISSION DES PIECES LIEES AU CONTRAT DE MAITRISE D'ŒUVRE	19
4.8 NOMBRE D'EXEMPLAIRES DE DOSSIERS ET PIECES	19
4.9 MODIFICATIONS DE LA REGLEMENTATION	19
5. CONTROLE ET RECEPTION DU CONTRAT	20
5.1 PROCES-VERBAL D'ADMISSION	20
5.2 ADMISSION TACITE.....	20
5.3 DECOMPOSITION DES TACHES ET ELEMENTS DE MISSION	20
6. ASSURANCES ET GARANTIES	20
6.1. RESPONSABILITES	20
6.2. ASSURANCES	21
6.2.1. Assurance de la responsabilité décennale et des risques annexes.....	21
6.2.2. Autres assurances individuelles.....	21
6.2.3. Dispositions communes aux paragraphes 6.2.1. et 6.2.2.....	21
7. MESURES COERCITIVES - CONTESTATIONS - PRIMES - ARBITRAGE - RESILIATION ...	22
7.1 PENALITES	22
7.1.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations	22
7.1.2 Pénalités pour retard de transmission de pièces liées au contrat de maîtrise d'Œuvre.....	23
7.1.3 Pénalités pour non-respect des engagements.....	23
7.2 PRIMES.....	24
7.3 CONTESTATION ET ARBITRAGE.....	24
7.4 RESILIATION.....	24
7.4.1 Résiliation sur décision du Maître d'ouvrage aux torts du Maître d'œuvre :.....	24
7.4.2. Résiliation sur décision du Maître d'ouvrage :	24
7.5 TRIBUNAL COMPETENT	25
ANNEXE - RELATIVE AU REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES .	26

1. OBJET DU CONTRAT ET DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) s'appliquent à l'ensemble des prestations afférentes à la maîtrise d'œuvre de l'opération ci-après :

Aménagement du clos/couvert du rez de chaussée du 13/15 rue de l'Arc
pour le projet du centre socio-culturel du 44 rue d' Aubagne 13 001 Marseille

Le présent contrat est régi par les articles 2430-1 et suivants du code de la commande publique. En conséquence, la mission de maîtrise d'œuvre comporte les éléments de missions définis dans l'acte d'engagement.

1.2 Election de domicile

Les notifications du Maître d'Ouvrage au Maître d'Œuvre sont valablement faites au domicile, ou siège social, mentionné en premier à l'acte d'engagement.

1.3 Tranche

Les prestations visées à l'article 1.1 font l'objet d'une tranche ferme et unique.

1.4 Sous-traitance

Le Maître d'Œuvre peut sous-traiter une partie des prestations qui lui sont confiées. Néanmoins, il est précisé qu'il ne peut sous-traiter la totalité des prestations du contrat, et que toute sous-traitance doit être portée à la connaissance du Maître d'Ouvrage dans les conditions définies par la loi n° 75.1334 du 31 décembre 1975, le présent CCAP et le décret n° 80.217 du 20 mars 1980.

1.5 Utilisation des Résultats et Propriété intellectuelle

L'utilisation des résultats et le régime des droits de propriété intellectuelle sont ceux définis par les articles 23 à 25 (option A), de l'arrêté du 16 septembre 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles. (CCAG-PI)

Par dérogation au CCAG PI, le maître d'ouvrage pourra, dans le respect du droit moral de l'auteur sur son œuvre, y apporter des modifications rendues indispensables par des impératifs esthétiques, techniques ou de sécurité ou légitimées par la destination de l'ouvrage ou par son adaptation à ses besoins nouveaux, sans avoir à en informer préalablement le concepteur initial.

2. PIÈCES CONSTITUTIVES ET PARTIES CONTRACTANTES

2.1 Pièces constitutives du contrat

Les pièces constitutives du contrat prévalent, en cas de contradiction ou de différence entre les clauses de ces pièces, dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-dessous.

Les pièces du contrat sont :

2.1.1 L'acte d'engagement

L'acte d'engagement constitue l'offre du Maître d'Œuvre. Il doit être signé par lui, ou dans le cas de personne morale par un représentant valablement habilité. Dans le cas de groupement, l'acte d'engagement est soit signé par l'ensemble des co-traitants, soit par le mandataire dès lors qu'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ses pairs. Le tableau de répartition des honoraires, ainsi que la liste des co-traitants, y sont annexés.

L'acte d'engagement est éventuellement complété par les annexes suivantes :

2.1.1.1 En cas de groupement, la lettre d'accord des co-traitants donnant habilitation au mandataire, le cas échéant ;

2.1.1.2 En cas de groupement, la répartition des honoraires entre les membres ;

2.1.1.3 La liste des sous-traitants accompagnée de :

- . la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue,
- . le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- . le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant,
- . les modalités de règlement de ces sommes,
- . les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, celles de variations de prix,
- . les attestations et déclarations permettant de vérifier la position des sous-traitants au regard des impôts, cotisations sociales et réglementations du travail.

2.1.2 Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes.

2.1.3 Le Cahier des Clauses Techniques (CCT)

2.1.4 Le programme travaux

2.1.6 Pièces générales

Bien que non jointes au contrat, les pièces générales doivent être connues du maître d'œuvre. Il s'agit des règles de l'art, codifiées ou non. Il peut être notamment signalé, sans que cette liste soit exhaustive :

- Les prescriptions techniques générales constituées par les documents du REEF et du CSTB, et notamment les normes homologuées, ou les normes applicables en France en vertu d'accords internationaux dans les conditions prévues au décret n° 84.74 du 26 janvier 1984.
- Les avis techniques du CSTB et des assurances pour les procédés de construction, ouvrages ou matériaux donnant lieu à de tel avis.
- Les règles générales de construction des bâtiments d'habitation.
- Les règlements locaux et ou départementaux (sanitaires, voiries, hygiène).
- Les textes spécifiques à la réglementation sur les habitations à loyer modérés et notamment les prescriptions techniques minimales liées aux financements aidés par l'Etat pour de telles opérations.
- Le guide de certification environnementale dans sa dernière version, ou tout document qui s'y substituerait.
-

2.2 Modification du contrat

Après sa notification, le contrat ne peut être modifié que par avenant(s) signé(s) par les parties contractantes.

A cet égard, il est précisé notamment que le programme de l'opération, ainsi que l'estimation prévisionnelle du coût des travaux, peuvent être modifiés ou complétés jusqu'à l'issue des études d'avant-projet (AVP). Aussi, ces compléments ou modifications doivent être constatés par voie d'avenant, à défaut de quoi ce sont les pièces initiales qui feront foi.

2.3 Parties contractantes

2.3.1 Les parties contractantes sont :

MARSEILLE HABITAT, 10 rue Sainte Barbe – 13001 MARSEILLE

Représentée par Alexandre ARMENTANO, Directeur du patrimoine et de la maîtrise d'ouvrage

Désigné au présent contrat par le "Maître d'ouvrage", d'une part,

et

Architecte :

.....

Bureaux d'Etudes Techniques :

.....

.....

Désignés au présent contrat par le "Maître d'Œuvre", d'autre part,

2.3.2 Modifications statutaires

Le Maître d'Œuvre est tenu de notifier immédiatement au Maître d'Ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- à sa forme juridique,
- à sa raison sociale, sa dénomination,
- à l'adresse de son siège,
- à son capital social,

et généralement toutes les modifications importantes relatives à son fonctionnement.

2.3.3 Autres partenaires (hors du présent contrat)

Collaborent également à l'opération les partenaires suivants :

- au titre du contrôle technique : non désigné
- au titre de la CSPS : non désigné

2.4 Groupement de maîtrise d'œuvre - Cotraitance

Au sens du présent document, les titulaires sont considérés comme groupés et sont appelés "co-traitants" s'ils ont souscrit un acte d'engagement unique.

Les co-traitants sont soit solidaires, soit conjoints.

Les co-traitants sont solidaires lorsque chacun d'eux est engagé pour la totalité du contrat et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires : l'un d'entre eux, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des co-traitants vis-à-vis du Maître d'Ouvrage.

Les co-traitants sont conjoints lorsque chacun d'eux n'est engagé que pour la partie du contrat qu'il exécute ; toutefois, l'un d'entre eux, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, est solidaire de chacun des autres dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du Maître d'Ouvrage jusqu'à la date où ces obligations prennent fin. Le mandataire représente, jusqu'à la date ci-dessus, l'ensemble des co-traitants conjoints vis-à-vis du Maître d'ouvrage pour l'exécution du contrat.

En l'absence de précision dans l'acte d'engagement, les co-traitants sont réputés solidaires.

Dans le cas de co-traitants solidaires, si le marché ne désigne pas de co-traitant mandataire, celui qui est énuméré le premier dans l'acte d'engagement est considéré comme mandataire des autres co-traitants.

Le rôle du mandataire est le suivant

- a) Il représente les différents membres du groupement vis-à-vis du Maître d'Ouvrage.
- A ce titre, le mandataire doit prendre toutes les mesures nécessaires pour que les prestations du présent contrat soient réalisées dans les conditions dudit contrat, éventuellement modifié par voie d'avenant, quand bien même un des membres du groupement serait défaillant.

- A ce titre également toute notification, tout courrier à destination du groupement ou de l'un de ses membres, peut valablement lui être adressé.
- De la même façon le mandataire vise toutes les pièces établies par la maîtrise d'œuvre dès lors que celles-ci concernent l'application du contrat (mémoires, réclamations, notes d'honoraires, demande d'agrément de sous-traitant(s), etc.).

b) Il assure la coordination entre les membres du groupement.

Le mandataire représente l'ensemble des membres du groupement de maîtrise d'œuvre vis-à-vis du maître d'ouvrage, coordonne les prestations et veille à instaurer une bonne communication entre les membres du groupement et avec le maître d'ouvrage.

A ce titre, il reçoit mandat des membres du groupement pour :

- Coordonner l'établissement des dossiers de candidature et les déposer dans les délais et formes prescrits par le dossier de consultation, à partir des pièces remises en temps utile, par les membres du groupement.
- Remettre les offres initiales et complémentaires et de manière générale coordonner l'établissement de tous les documents contractuels, notamment :
 - Faire signer le marché et les avenants par chacun des membres.
 ou
 - Signer le marché et les avenants, si le mandataire dispose des pouvoirs nécessaires.
- Transmettre au maître d'ouvrage les demandes d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement des sous-traitants émanant de chaque membre.
- Assurer les missions de coordination portant à la fois sur les études et sur les travaux :
 - établir, en liaison avec les autres membres, le planning d'ensemble et en assurer sa mise à jour
 - informer chaque membre du groupement de toute modification du planning et contrôler son application
 - s'assurer de l'exécution des prestations dans les délais fixés au marché de maîtrise d'œuvre
 - organiser les réunions nécessaires à la coordination des prestations de maîtrise d'œuvre
 - proposer au maître d'ouvrage la réception des travaux.
- Transmettre aux membres concernés les ordres de service et toutes instructions, notes, plans, directives, etc. émanant du maître d'ouvrage ou de son représentant.
- Remettre, au maître d'ouvrage, dans les conditions de forme et de délais prévus au marché de maîtrise d'œuvre, les documents (documents graphiques et écrits, situations de travaux, projets de décomptes, demandes d'acomptes, décomptes généraux définitifs, etc.) dus au titre de ce marché et s'assurer de leur approbation. Les projets de décomptes et les demandes d'acomptes qui sont transmis au maître d'ouvrage après sa vérification, sont revêtus de son visa pour accord et sont accompagnés, le cas échéant, de ses observations.
- Toute autre communication destinée au maître d'ouvrage est transmise :
 - Exclusivement par le mandataire.
 et/ou
 - Par le membre du groupement concerné, à charge pour lui d'en informer préalablement le mandataire et les autres membres.
- Réunir, tout ou partie des membres du groupement, sur leur demande ou sur son initiative, chaque fois que nécessaire, pour l'exécution de la mission de maîtrise d'œuvre ou pour l'examen de questions importantes telles que la proposition, la négociation et la signature d'avenants, la répartition des prestations

supplémentaires, le dépassement des délais, la présentation d'un mémoire de réclamation, la défaillance d'un membre du groupement, etc.

- Le cas échéant, organiser les négociations et trancher les différends au sein du groupement de maîtrise d'œuvre.
- Répartir, s'il y a lieu, les primes et pénalités prévues au marché de maîtrise d'œuvre.
- Le cas échéant, assurer la tenue du compte des dépenses communes.
- Archiver les documents régissant les rapports contractuels entre la maîtrise d'ouvrage et le groupement de maîtrise d'œuvre.

2.5 Sous-traitance

Le Maître d'Œuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son contrat, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le Maître d'ouvrage et de l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire remet contre récépissé au Maître d'Ouvrage ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations dont la sous-traitance est prévue.
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé.
- c) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant prévisionnel de chaque sous-traité. Doivent être précisés, notamment la date d'établissement des prix et, le cas échéant, les modalités de variations de prix, le régime des avances, des acomptes, des réfections, des primes, des pénalités.

Le silence du Maître d'Ouvrage gardé pendant vingt et un jours, à compter de la réception des documents susmentionnés, vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, sont constatés dans un avenant ou dans un acte spécial signé par le Maître d'Ouvrage et par le Maître d'Œuvre qui comporte l'ensemble des renseignements mentionnés ci-dessus.

Dans le cas d'un contrat passé avec des titulaires groupés, la signature de tous les co-traitants peut être valablement remplacée sur l'avenant ou sur l'acte spécial par celle du mandataire et du co-traitant qui ont conclu le contrat de sous-traitance.

En cours d'exécution du contrat, le Maître d'Œuvre est tenu de notifier sans délai au Maître d'Ouvrage les modifications mentionnées au 2.3.2 du présent CCAP concernant le sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que la cession ou le nantissement de créances résultant du contrat ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le Maître d'Œuvre est tenu de communiquer la liste du ou des sous-traités au Maître de l'Ouvrage lorsque celui-ci en fait la demande.

Le Maître d'Œuvre qui, sans motif valable, ne communique pas l'existence d'un sous-traité ou la liste évoquée ci-dessus, quinze jours après avoir été mis en demeure de le faire, encourt une pénalité prévue à l'article 7.1.2.3. Si, un mois après la mise en demeure, le Maître d'Œuvre n'a pas communiqué l'information demandée, il s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 7.4.

En cas de sous-traitance, le Maître d'Œuvre titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de la totalité du marché qui lui a été dévolu.

2.6 Contrôle de la sous-traitance des entreprises

Dans le cas de sous-traitance d'entreprises, le Maître d'Œuvre ayant connaissance d'une sous-traitance non acceptée sur le chantier, doit sans délai informer le maître d'ouvrage et mettre en demeure l'entrepreneur concerné de respecter les dispositions prévues à son marché.

Le non-respect des dispositions ci-dessus et après mise en demeure restée sans effet, expose le maître d'Œuvre à l'application de mesures coercitives allant jusqu'à la résiliation du marché.

3. HONORAIRES ET REGLEMENT DES COMPTES

3.1 Caractère de la rémunération

Le contrat est passé à prix forfaitaire, non actualisable et non révisable. Le montant des honoraires est celui indiqué à l'acte d'engagement du Maître d'Œuvre.

Hormis l'accord des parties contractantes pour la modification du montant par voie d'avenant au présent contrat, le montant des honoraires ne peut varier qu'aux conditions fixées au présent CCAP.

3.2 Contenu de la rémunération

Le montant des honoraires fixé à l'acte d'engagement par le Maître d'Œuvre et accepté par le Maître d'Ouvrage est réputé comprendre toutes les dépenses liées à l'exécution du contrat y compris les frais généraux, frais d'assurances, impôts et taxes et assurer au Maître d'Œuvre une marge pour risques et bénéfices.

3.3 Principe de calcul de la rémunération

La rémunération du Maître d'Œuvre tient compte de l'étendue de la mission, du degré de complexité de cette mission et du coût prévisionnel des travaux.

Ainsi, l'acte d'engagement fixe un forfait de rémunération qui dépend :

- a) Pour l'étendue de la mission
 - . des prestations demandées,
 - . du mode de dévolution des travaux,
 - . des délais impartis,
 - . des engagements souscrits par le Maître d'Œuvre pour respecter le coût prévisionnel des travaux.
- b) Pour le degré de complexité de la mission
 - . du type et de la technicité de l'ouvrage,

- . des contraintes du site et de l'environnement,
- . des contraintes et des exigences du programme.

La rémunération du maître d'œuvre arrêtée de façon forfaitaire est basée sur une estimation prévisionnelle du coût des travaux établit par le maître d'ouvrage conformément aux éléments du programme, celle-ci étant assortie d'un taux de tolérance « t1 » égale à 10 %, constituant ainsi un forfait de rémunération provisoire. Le forfait de rémunération définitif est calculé comme indiqué ci-dessous.

A la fin de la mission d'avant-projet (AVP), le maître d'œuvre fait connaître au maître d'ouvrage l'estimation du coût prévisionnel des travaux correspondants et :

a) soit l'estimation du coût prévisionnel des travaux assortie du taux de tolérance (t1) reste celle fixée à l'acte d'engagement. Dans ce cas, le forfait de rémunération provisoire est inchangé et devient définitif.

b) soit l'estimation du coût prévisionnel des travaux est supérieure à celle fixée à l'acte d'engagement assortie du taux de tolérance (t1). Deux solutions sont envisageables :

- soit cette évolution est liée à une modification du programme validée par le maître d'ouvrage, dans ce cas le forfait initial est augmenté selon le calcul suivant :

$$[(\text{Nouveau coût estimé}) - (\text{coût prévisionnel initial toléré})] \times \% \text{ taux de référence}$$

- soit cette évolution n'est pas liée à une modification du programme validée par le maître d'ouvrage, dans ce cas le maître d'ouvrage choisira :

1. d'accepter le nouveau coût des travaux sans modification du forfait de rémunération initial,
2. de demander au maître d'œuvre la reprise des études pour aboutir à un coût des travaux respectant le budget initial, sans rémunération supplémentaire,
3. de résilier le contrat dans les conditions de l'art 7.4.2

c) soit l'estimation du coût prévisionnel des travaux est inférieure à celle fixée à l'acte d'engagement assortie du taux de tolérance (t1) par suite d'une modification du programme. Dans ce cas le forfait initial est diminué selon le calcul suivant :

$$[(\text{Coût prévisionnel initial toléré}) - (\text{Nouveau coût estimé})] \times \% \text{ taux de référence}$$

Afin de contrôler le respect des différents engagements du Maître d'Œuvre, l'établissement des différentes estimations, ainsi que les coûts de travaux sont ramenés à la même date valeur pour échapper aux variations des données économiques.

3.4 Rémunération du Maître d'Œuvre et coût des travaux

3.4.1 Estimation prévisionnelle avant procédure de consultation des entreprises

En phase d'établissement du DCE, le maître d'œuvre remet au maître d'ouvrage une estimation prévisionnelle définitive détaillée des travaux, « *Ep déf* », lot par lot, tel que décrit au CCT :

- soit l'estimation est conforme au montant validé en phase Avant-Projet, dans ce cas la mission se poursuit sur la base du forfait de rémunération devenu définitif
- soit un écart est constaté et dans ce cas le maître d'ouvrage choisira :
 - soit d'accepter l'évolution présentée, sans modification du forfait de rémunération définitif
 - soit d'imposer au maître d'œuvre de reprendre les études de manière à respecter les impératifs du programme, sans rémunération supplémentaire,
 - soit de résilier le contrat dans les conditions de l'article 7.4.2

L'estimation définitive du coût des travaux servira de base au jugement des offres des entreprises.

3.4.2 Contrôle de l'estimation prévisionnelle définitive

Le contrôle de l'estimation prévisionnelle définitive du coût des travaux, fixée à l'issue de l'Avant-Projet ou du DCE conformément à l'art 3.4.1, s'effectue à l'issue de la consultation des entreprises.

Vérification du coût des travaux (« Pm ») :

- Dans le cas où le coût constaté à l'issue de la consultation des entreprises (Pm) est inférieur à l'estimation prévisionnelle définitive (Ep déf), le forfait de rémunération est diminué selon le calcul suivant :

$$[(Ep \text{ déf} - Pm) \times \% \text{ éléments de mission 6 \& 7} \times \text{Taux de référence fixé à l'AE}]$$
- Dans le cas où le coût constaté, à l'issue de la consultation et après négociation avec les entreprises, est supérieur à l'estimation prévisionnelle définitive du maître d'œuvre, il sera :
 - Soit accepté l'évolution présentée, sans modification du forfait de rémunération définitif
 - Soit imposé au maître d'œuvre de reprendre les études de manière à respecter les impératifs du programme, sans rémunération supplémentaire
 - Soit, mis fin au contrat du Maître d'Œuvre dans les conditions de l'article 7.4.2 ;

3.4.3 Respect du coût des marchés de travaux

Le maître d'œuvre s'engage sur le respect des coûts des marchés de travaux. Il devra s'assurer que les décomptes définitifs des entreprises excluant les travaux supplémentaires liés à des demandes spécifiques de la maîtrise d'ouvrage ou à des aléas imprévisibles n'excèdent pas le seuil de tolérance « t2 » fixé à 1,5%, spécifique à la phase travaux.

En cas de dépassement excédant le seuil de tolérance « t2 », la rémunération du Maître d'œuvre est réduite dans les conditions fixées à l'article 7.1.3.

3.5 Engagement sur performances

3.5.1 Performances techniques (sauf spécifications données par le programme)

Les ouvrages réalisés devront obtenir les niveaux de performance thermique, acoustique, ou celles définies par les référentiels des certifications et labels visés au programme. La mission du maître d'œuvre intègre l'assistance au maître d'ouvrage dans l'obtention des certifications et labels, et notamment dans le recueil des éléments techniques.

3.5.2 Performances de délais

Les études de maîtrise d'œuvre et la réalisation des travaux devront respecter le calendrier du présent contrat et le calendrier fixé au démarrage du chantier.

3.6 Répartition de la rémunération

3.6.1 Répartition de la rémunération en fonction des éléments de mission

La rémunération de la maîtrise d'Œuvre est répartie en fonction des éléments de mission. Cette répartition est fixée à l'acte d'engagement.

3.6.2 Répartition de la rémunération entre les différents intervenants

La rémunération de la maîtrise d'Œuvre est répartie entre les différents intervenants selon les indications de l'acte d'engagement ; si l'acte d'engagement ne fixe pas la répartition des sommes à payer, celle-ci résulte d'un avenant ou d'actes spéciaux dans le cas de sous-traitance.

3.7 Prestations effectuées ou apportées par le Maître de l'Ouvrage

Néant

3.8 Variations économiques

Il n'est prévu aucune révision, ni actualisation.

3.9 Conditions de paiement

Les sommes dues au Maître d'Œuvre au titre du présent contrat feront l'objet d'acomptes versés dans les conditions suivantes :

- après approbation de l'élément de mission dans les conditions fixées à l'article 5 pour les études de diagnostics, d'avant-projet, des autorisations administratives obtenues et de projet;
- après conclusion des contrats de travaux pour l'élément de mission "assistance au Maître d'Ouvrage pour la passation des contrats de travaux" (ACT) ;

- par acomptes mensuels, pour l'élément de mission "direction de l'exécution des contrats de travaux" étant précisé que le montant de ces acomptes est proportionnel aux montants de travaux exécutés et limités à 95 % du montant de cet élément de mission pendant le déroulement du chantier, le solde, soit 5 %, étant réglé après réception du dernier décompte général des travaux accepté sans réserve par l'entrepreneur. Il est précisé qu'en cas de durée de chantier supérieure à celle initialement prévu, l'acompte mensuel sera réajusté tout en respectant le montant forfaitaire de l'élément de mission ;
- pour ce qui concerne l'élément de mission l'assistance au Maître d'Ouvrage pour la réception des travaux par acomptes fixés à :
 - 50 % de l'élément de mission à l'issue des réceptions ;
 - 50 % de l'élément de mission à la remise des DOE, et des éléments relatifs au dossier d'interventions ultérieures remis au SPS ;
- après l'issue de l'année de parfait achèvement pour l'élément de mission de la phase GPA.

Les versements visés ci-dessus devront intervenir dans le délai de 30 jours à compter des demandes d'acomptes ou de solde formulées par écrit par le Maître d'œuvre, déterminé par le tampon dateur de réception de l'acompte par le maître d'ouvrage.

En cas de désaccord du Maître d'Ouvrage, sur une demande d'acompte, celui-ci devra faire connaître au Maître d'Œuvre dans un délai de 15 jours à partir de la demande d'acompte, le montant des sommes qu'il estime devoir lui payer.

La partie non contestée d'une demande devra faire l'objet d'un paiement dans le délai mentionné ci-dessus, la partie contestée devra, si elle est due, être payée dans le délai d'un mois à compter du jour où un accord sera intervenu entre le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage.

Les comptes, visés au présent article, seront calculés à partir du forfait de rémunération figurant dans l'acte d'engagement aussi longtemps que ce forfait n'aura pas fait l'objet d'une rectification en fonction des clauses du contrat.

Dès que l'application d'une clause du contrat entraînera une rectification du forfait, il sera procédé à un réajustement des acomptes déjà versés sur la base du forfait rectifié, ce dernier étant pris en compte pour le calcul des acomptes ultérieurs.

3.10 Avances – Nantissement

3.10.1 Avances

Sans objet.

3.10.2 Nantissement

En cas de nantissement du présent contrat, il sera procédé selon les prescriptions des articles 1 690 et 2355 à 2366 du Code Civil.

3.11 Rémunération finale

La rémunération finale est égale à la rémunération initiale, éventuellement modifiée par avenant(s), après corrections apportées, le cas échéant, par les pénalités, primes et réfections mentionnées à l'article 7 du présent CCAP.

Le solde de la rémunération ne pourra intervenir qu'après production par le Maître d'Œuvre de l'attestation de sa compagnie d'assurance mentionnant explicitement le nom de l'opération et le montant couvert.

En cas de résiliation du contrat aux torts du titulaire (Le non-respect du coût des travaux tel que défini aux articles précédents rentre dans ce cas), la rémunération finale est égale au montant des éléments de mission tels que définis au 1.1 du présent CCAP totalement réalisés, affectés d'un abattement de 10 %.

Il est néanmoins précisé que si la résiliation intervient durant l'élément "direction de l'exécution des contrats de travaux", la partie de cet élément de mission sera réglée au prorata de l'avancement des travaux comme indiqué à l'article 3.9 affecté d'un abattement de 25 %.

Si la résiliation intervient à la suite du décès du Maître d'Œuvre, le Maître d'Ouvrage pourra accepter le paiement des sommes dues en fonction de l'avancement des tâches sans abattement. Les clauses relatives à la résiliation ne font pas obstacle à tous recours que le Maître d'Ouvrage pourrait décider d'engager.

Le contrat est divisé en éléments de missions : la commande de chacune d'elle ne peut être lancée qu'à la suite d'une demande expresse écrite du maître d'ouvrage, validant l'étape précédente.

4. EXECUTION DU CONTRAT ET DELAIS

4.1 Généralités

4.1.1 Comptage des délais

Le délai d'exécution du présent contrat part de la notification du contrat.

Dans le cadre du présent Cahier des Clauses Administratives :

- tout délai commence à courir au début du lendemain du jour où s'est produit l'acte ou le fait qui sert de point de départ à ce délai, il expire à la fin du dernier jour ;
- le délai exprimé en jours s'entend en jours calendaires ;
- le délai exprimé en mois s'entend de quantième à quantième, s'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois final, le délai expire à la fin du dernier jour de ce mois final ;

- si le dernier jour du délai est légalement chômé ou férié, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

4.1.2 Prolongation des délais contractuels

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le Maître d'Ouvrage au Maître d'Œuvre lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution du contrat dans le délai contractuel. En ce cas, le Maître d'Œuvre doit signaler au Maître d'Ouvrage les causes faisant obstacle à l'exécution du contrat qui selon lui échappent à sa responsabilité. Il dispose, à cet effet, d'un délai d'un mois à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation du délai contractuel. Il indique la durée de la prolongation dès que le retard peut être déterminé. Le Maître d'Ouvrage notifie sa décision dans le mois suivant la demande.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel éventuellement déjà prolongé.

4.1.3 Coordination en matière de sécurité et de santé

Conformément à la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 relative à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, le maître d'œuvre doit travailler en liaison avec le coordonnateur "sécurité et protection de la santé" retenu par le maître d'ouvrage, notamment pour ce qui concerne les études de conception, l'élaboration du Plan Général de Coordination SPS, la définition des dispositifs prévus pour la maintenance et la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du dossier d'interventions ultérieures à la réception de l'ouvrage.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

4.2 Avenants négociés avec le maître d'ouvrage

Le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage la maîtrise d'œuvre et le forfait définitif de rémunération sont arrêtés par avenant conformément aux dispositions de l'article 2.2 du présent CCAP.

De plus, toute modification des dispositions contractuelles fait l'objet d'un avenant pour tenir compte notamment :

- des conséquences sur le marché de maîtrise d'œuvre, de l'évolution du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle,
- des modifications éventuelles dans le contenu ou la complexité des prestations de maîtrise d'œuvre résultant des modifications de programme ou de prestations décidées par le maître d'ouvrage,
- des aléas non imputables à la maîtrise d'œuvre,
- au stade de la consultation des entreprises, des variantes qui seraient acceptées par le maître d'ouvrage et qui remettraient en cause la conception de la maîtrise d'œuvre, rendant ainsi nécessaire la reprise des études,
- des modifications de phasage ou des délais de réalisation des études ou des travaux,
- du suivi des réserves formulées lors de la réception et non levées à l'issue de la garantie de parfait achèvement.

4.3 Délais d'études

4.3.1 Délais d'études

L'acte d'engagement fixe la durée des délais d'établissement des documents d'études. Le point de départ de ces études est donné :

- par la notification du contrat pour les études de diagnostic ;
- par l'approbation par le Maître d'Ouvrage de la phase antérieure pour les études d'avant-projet et de projet (et d'exécution le cas échéant), ou par la notification, dans le délai d'approbation des études, d'un ordre de service spécial prescrivant de démarrer à un autre moment.

A défaut de précision dans l'acte d'engagement, le Maître d'Œuvre dispose des délais suivants pour la réalisation des études, l'établissement et la transmission des documents après modifications éventuelles, conformément aux observations du Maître d'Ouvrage :

Phase	Délais
DIAG	2 mois
AVP	3 mois
ADM (PC/DP)	Dans les 15 jours suivant la validation de l'APD par le Maître d'Ouvrage
PRO/DCE	3 mois

4.3.2 Délai d'approbation des études

Les délais maxima dans lesquels le Maître d'Ouvrage devra procéder à l'acceptation des documents d'études sont fixés à :

- Pour les études de DIAG : 15 jours
- Pour les études AVP : 15 jours
- Pour les études de PRO/DCE : 21 jours

Le point de départ de ces délais est celui où le Maître d'Œuvre aura remis au Maître d'Ouvrage les documents d'études en cause, éventuellement modifiés pour répondre aux observations et demandes au Maître d'Ouvrage.

4.4 Délais de négociation et de passation des contrats de travaux

4.4.1 Délais d'examen des offres des entreprises

Le Maître d'Œuvre dispose d'un délai de 10 jours pour établir le rapport comparatif des offres des entreprises tel que prévu à l'article 4B3 du CCT.

4.4.2 Délai d'études complémentaires

Dans le cas où, à l'issue de la consultation des entreprises, il s'avérerait que l'estimation prévisionnelle définitive, assortie du taux de tolérance « t2 », était dépassée, le Maître d'Œuvre dispose d'un délai de 7 jours pour proposer au Maître d'Ouvrage les solutions permettant de respecter ses engagements dans le cadre du programme.

A défaut, ou en cas de constat négatif, le Maître d'Ouvrage mettra en œuvre l'une des deux dispositions prévues à l'article 3.4.2 du présent CCAP.

4.5 Délais ayant trait à la direction de l'exécution des contrats de travaux

L'opération fera l'objet d'une période de préparation de 1 mois, qui commence à compter de l'acceptation par le Maître d'Ouvrage du dossier Bon Pour Exécution.

Dès la notification des contrats de travaux aux entreprises, le Maître d'Œuvre dispose des délais suivants pour la direction de l'exécution des contrats de travaux (jours ouvrés) :

- Visa de plans et notes de calcul produits par les entreprises : 10 jours.
- Transmission du dossier Bon Pour Exécution : 15 jours avant la fin du délai de préparation de chantier
- Transmission des plans et notes de calcul (hors BPE) visés au Maître d'Ouvrage : 15 jours
- Diffusion des comptes rendus de chantier : 2 jours
- Vérification des demandes d'acompte des entreprises et transmission au Maître d'Ouvrage des propositions de paiement : 5 jours
- Etablissement des pièces modificatives aux contrats de travaux après accord du Maître d'Ouvrage : 15 jours
- Approbation des échantillons et prototype : 8 jours
- Vérification des décomptes définitifs, établissement des DGD, et transmission au Maître d'Ouvrage : 30 jours après réception ;
- Transmission au Maître de l'Ouvrage de rapport portant sur les mémoires en réclamation des entrepreneurs : 10 jours
- Pour ce qui concerne la réception des travaux, le Maître d'Œuvre confirme au Maître d'Ouvrage la date contractuelle (incluant les avances ou prolongations de délais constatés par avenant) de fin de travaux (partielle, totale ou par tranche) au plus tard 90 jours avant celle-ci et dispose d'un délai de :
 - . 4 jours pour la transmission des CR d'opérations préalables à la réception
 - . 4 jours pour faire part au Maître d'Ouvrage de la date envisageable de réception, suite à la demande de l'entrepreneur ;
 - . 8 jours pour établir et transmettre la proposition au Maître d'Ouvrage de réception de l'ouvrage avec indication des délais de levée des éventuelles réserves (PV de réception) ;

4.6 Délais après réception des travaux

Le Maître d'Œuvre dispose des délais suivants :

- Transmission du DOE au Maître d'Ouvrage : 30 jours à compter du jour de la réception
- Transmission du dossier "interventions ultérieures" sur l'ouvrage relatif à la sécurité et à la santé (non compris dans la mission de base) : 30 jours à compter du jour de la réception
- Transmission des réclamations des locataires ou du Maître d'Ouvrage pour intervention des entreprises : 1 jour ouvrable à compter de la réception de ladite réclamation avec copie au Maître d'Ouvrage de l'ordre d'intervention transmis aux entreprises par le Maître d'œuvre.

- Transmission des quitus de bonnes levées des désordres de parfait achèvement : 8 jours à compter des délais de reprises prescrits au CCAPP travaux

4.7 Délais de transmission des pièces liées au contrat de maîtrise d'Œuvre

Le Maître d'Œuvre dispose des délais suivants :

- Transmission du décompte final d'honoraires : dans le mois qui suit la fin du délai de garantie de parfait achèvement
- Transmission de l'attestation d'assurance : joint à la présentation du contrat à la signature
- Transmission de la copie de déclaration à la compagnie d'assurance de l'opération qui est jointe au décompte final d'honoraires.

4.8 Nombre d'exemplaires de dossiers et pièces

Le Maître d'Œuvre transmettra au Maître d'Ouvrage :

- le dossier "Etudes de diagnostic" en 1 exemplaire papier + 1 exemplaire dématérialisé ;
- le dossier "Etude d'avant-projet" en 1 exemplaire papier + 1 exemplaire dématérialisé ;
- le dossier "Permis de construire" selon le nombre réclamé par le service instructeur du Permis de Construire, majoré de 1 exemplaire papier + 1 exemplaire dématérialisé ;
- le dossier "Projet" en 2 exemplaire papier + 1 exemplaire dématérialisé ;
- le dossier "DCE" en 1 exemplaire papier + 1 exemplaire dématérialisé ;
- le dossier "Marché" en 1 exemplaire original ;
- le dossier des "Ouvrages exécutés" en 1 exemplaire papier + 1 exemplaire dématérialisé ;
- le décompte général et définitif en 4 exemplaires.

Les supports informatiques devront être compatibles avec le système d'exploitation du Maître d'Ouvrage (Word, Excel, Pdf).

Il est en outre précisé que :

- Les comptes rendus de chantier seront adressés systématiquement en 1 exemplaire au Maître d'Ouvrage, à chaque entreprise, au contrôleur technique, au CSPS, à l'OPC et à tout autre intervenant sur le chantier qui le demanderait,
- Les CR d'opérations préalables à la réception, propositions de P.V. de réception et levées de réserves seront transmis de façon dématérialisée,
- Les situations de travaux seront transmises en 2 exemplaires au Maître d'Ouvrage,
- Les notes d'honoraires seront transmises en 2 exemplaires au Maître d'Ouvrage,
- Les avenants aux marchés de travaux seront transmis en 1 exemplaires originaux au Maître d'Ouvrage.
-

4.9 Modifications de la réglementation

Toute modification de la réglementation survenant au cours du présent contrat et entraînant des études complémentaires, ou la reprise partielle de celles-ci ou conduisant à

une modification dudit contrat ou du programme, pourra donner lieu à l'établissement d'un avenant.

5. CONTROLE ET RECEPTION DU CONTRAT

5.1 Procès-verbal d'admission

A l'issue de chacun des éléments de mission, le Maître d'Œuvre peut demander au Maître d'Ouvrage l'admission dudit élément de mission. Le Maître d'Ouvrage établit alors un procès-verbal d'admission partielle, constatant que les obligations résultant du contrat pour l'élément de mission considérée, ont bien été remplies.

Ces procès-verbaux, quels que soient leur contenu et les formes dans lesquelles ils sont rédigés, n'emportent pas pour autant renonciation du Maître d'Ouvrage aux actions que ce dernier pourrait engager au titre du présent contrat.

De même, à l'issue du contrat, un procès-verbal de réception peut être établi pour l'ensemble de la mission.

5.2 Admission tacite

A défaut de procès-verbal d'admission partielle ou globale, les éléments de mission, ou la mission, sont considérés comme acceptés par le Maître d'Ouvrage dès lors que ce dernier n'a pas émis d'observations dans les délais d'approbation fixés à l'article 4.3.2 pour ce qui concerne la phase "Etudes" (des études d'esquisse au dossier de consultation des entreprises).

Pour ce qui concerne les autres éléments de mission (de la négociation et préparation des dossiers de marchés de travaux, à la fin du délai de garantie de parfait achèvement), le paiement du solde de l'élément de mission considéré par le Maître d'Ouvrage vaut acceptation dudit élément de mission.

5.3 Décomposition des tâches et éléments de mission

La mission du Maître d'Œuvre a été décomposée en éléments comme indiqué à l'article 1.1 du présent CCAP. Cette décomposition a été établie selon un avancement chronologique des tâches. Néanmoins, la réalisation de certaines tâches appartenant à un élément de mission peut être effectuée sans pour autant que l'élément de mission précédent aura été terminé. Aussi, le Maître d'Œuvre ne pourra se prévaloir de l'exécution d'une tâche incombant à un élément de mission donné pour considérer que les éléments de mission antérieurs sont réalisés en totalité.

6. ASSURANCES ET GARANTIES

6.1. Responsabilités

D'une façon générale, le Maître d'Œuvre assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

A ce titre, le Maître d'Œuvre répond notamment des responsabilités et garanties édictées par les Articles 1240 et suivants, 1792, 1792-2 et 1792-3 du Code Civil.

6.2. Assurances

Ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes de la construction sur, sous, ou dans lesquelles sont exécutés les travaux neufs, ainsi qu'aux biens mobiliers s'y trouvant, notamment par accident, incendie, explosion, eau et vol.

6.2.1. Assurance de la responsabilité décennale et des risques annexes

Le Maître d'Œuvre déclare être titulaire de garanties couvrant :

- sa responsabilité décennale au sens des Articles 1792, 1792-2 et 2270 du Code Civil et conformément à l'Article L 241-1 du Code des Assurances, et aux clauses types prévues à l'annexe I à l'Article A 243-1 du Code des Assurances ;
- les risques d'effondrement ou de menace d'effondrement avant réception ;
- la garantie de bon fonctionnement minimale de deux ans des éléments d'équipement au sens de l'Article 1792-3 du Code Civil ;
- les dommages immatériels consécutifs après réception ;
- les conséquences des erreurs sans désordre avant réception.

En cas de travaux sur existants, ces garanties devront impérativement comporter une clause d'extension, dans les conditions similaires à celles prévues par la Loi du 4 janvier 1978 et par l'annexe I à l'Article A 243-1 précitée, aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction.

6.2.2. Autres assurances individuelles

Le Maître d'Œuvre déclare être titulaire, en outre, des garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il est susceptible d'encourir vis à vis des tiers et du Maître d'Ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant pendant ou après les travaux.

6.2.3. Dispositions communes aux paragraphes 6.2.1. et 6.2.2.

Attestations :

Le Maître d'Œuvre devra faire parvenir, à première demande, une attestation émanant de sa compagnie d'assurance pour l'année en cours, ainsi que les attestations de ses sous-traitants, délivrées dans les mêmes conditions. Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre devra justifier à tout moment du paiement de ses primes d'assurances, ainsi que de celles de ses sous-traitants. Aucun règlement ne sera effectué par le Maître d'Ouvrage au Maître d'Œuvre si celui-ci ne produit pas les justificatifs correspondants.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part du Maître d'Œuvre, la souscription d'une assurance complémentaire et à défaut de souscrire ladite assurance pour le compte de ce dernier, et/ou de ses sous-traitants. Dans cette hypothèse, le montant de la prime sera retenu, sur justificatif, sur le montant de la première situation présentée par le Maître d'Œuvre.

En outre, la fourniture des justificatifs et l'engagement formel et écrit de se soumettre aux obligations imposées aux paragraphes 6.2.1. et 6.2.2. constituent un préalable à la passation des marchés.

Le Maître d'Ouvrage a en conséquence la possibilité, en cas de non-respect par le Maître d'Œuvre de ces obligations et hormis la souscription par lui d'assurance complémentaire à la charge du Maître d'Œuvre, de résilier le contrat aux torts de cette dernière.

7. MESURES COERCITIVES - CONTESTATIONS - PRIMES - ARBITRAGE - RESILIATION

7.1 Pénalités

Les pénalités ci-dessous peuvent se cumuler.

Les montants, donnés en Euros ou au prorata de la rémunération, s'appliquent sur des montants HT et revalorisés selon l'article 3.8 du présent CCAP.

Pour l'application des pénalités relatives aux délais, celles-ci résultent de la simple constatation des dépassements sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable. Le Maître d'Ouvrage peut admettre dans certains cas que le retard pris sur un élément de mission soit compensé par l'avance sur un autre élément de mission, notamment pour la phase "Etude".

7.1.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations

7.1.1.1 Phase étude

Le dépassement des délais fixés à l'article 4.3.1 relatif aux délais d'études entraîne l'application d'une pénalité d'un montant égal à 80 € par jour calendaire de retard.

7.1.1.2 Examen des offres des entreprises

Le dépassement du délai fixé à l'article 4.4.1 relatif au délai d'examen des offres des entreprises entraîne l'application d'une pénalité d'un montant égal à 150 € par jour calendaire de retard.

7.1.1.3 Direction de l'exécution des contrats de travaux

Le dépassement des délais fixés à l'article 4.5 relatif aux délais de direction de l'exécution des contrats de travaux entraîne l'application des pénalités suivantes :

- retard dans la direction technique du chantier (visa de plans, approbation d'échantillons, diffusion de notes, comptes rendus, ...) : 150 € par jour calendaire de retard ;
- retard dans le suivi financier des contrats de travaux (vérification des demandes d'acompte, transmission des propositions de paiement dans le délai, indication de la date de réception de la demande de paiement de l'entreprise, établissement des DGD, avis sur les mémoires en réclamation, avenant, réception, ...) : 150 € par jour calendaire de retard et par situation de travaux
- absence aux réunions de chantier et non représenté : 300 € par réunion et 500 € en période de parfait achèvement

7.1.1.4 Dossiers après travaux

Le dépassement des délais fixés à l'article 4.6 relatif à la transmission des dossiers après travaux entraîne l'application d'une pénalité d'un montant égal à 150 € par document et par jour calendaire de retard.

7.1.2 Pénalités pour retard de transmission de pièces liées au contrat de maîtrise d'Œuvre

7.1.2.1 Pièces générales

Le dépassement des délais fixés à l'article 4.7 relatif à la transmission de pièces liées au contrat de maîtrise d'Œuvre entraîne l'application d'une pénalité d'un montant égal à 30 € par document et par jour calendaire de retard hormis pour ce qui concerne les attestations et déclarations aux assurances dont le cas est traité ci-dessous.

7.1.2.2 Assurances

Dans le cas où le Maître d'Œuvre n'a pas transmis au Maître d'Ouvrage dans les délais prévus au contrat ou dans ceux prévus dans la mise en demeure qui lui a été adressée, les attestations et déclarations aux assurances, il encourt une pénalité journalière de 1/1000 du montant du contrat. Le défaut de communication de ces pièces dans le délai supérieur à un mois au-delà de la date d'effet de la mise en demeure expose le Maître d'Œuvre à l'application des mesures prévues à l'article 7.4 ci-dessous.

7.1.2.3 Sous-traitance

Dans le cas où le Maître d'Œuvre n'a pas transmis au Maître d'Ouvrage dans les délais prévus au contrat ou dans ceux prévus dans la mise en demeure qui lui a été adressée, les avenants, actes spéciaux ou les pièces énumérées à l'article 2.5 du présent CAA relatif à la sous-traitance, il encourt une pénalité journalière de 1/1000 du montant du contrat. Le défaut de communication de ces pièces dans le délai supérieur à un mois au-delà de la date d'effet de la mise en demeure expose le Maître d'Œuvre à l'application des mesures prévues à l'article 7.4 ci-dessous.

7.1.3 Pénalités pour non-respect des engagements

7.1.3.1 Coût des travaux

Dans le cas où le coût total des travaux dépasse le montant initial du cumul des contrats de travaux (article 3.4.3), il sera appliqué une pénalité d'un montant proportionnel au dépassement constaté telle que

$$\text{Pen} = [\text{Tfinal} - (\text{Ttoléré} \times 1 + t2)] \times \alpha$$

où Pen est le montant de la pénalité

Tfinal est le coût total constaté des travaux

Ttoléré est le cumul des montants de travaux à la date de signature de leur marché

α est un coefficient pondérateur à déterminer par le maître de l'ouvrage.

$$\alpha = 3 \%$$

Cette pénalité s'applique aux montants des éléments de mission "Direction de l'exécution des contrats de travaux" et "assistance au Maître de l'Ouvrage pour les opérations de

réception ainsi que pendant la période de garantie du parfait achèvement". Cette pénalité est plafonnée à 15 % de ces montants.

Conformément à l'instruction fiscale BOI 3 B-1-06 du 25/01/2006, il n'est pas appliqué de TVA sur les pénalités

7.1.3.2 Performances de l'opération

Dans le cas où l'opération ne respecte pas les performances telles que définies dans le programme, éventuellement modifié, il sera appliqué une pénalité sur la rémunération du Maître d'Œuvre telle que définie ci-dessous

Performances liées aux caractéristiques techniques de l'opération et entraînant l'octroi de financements complémentaires - prêts, subventions ou primes :

si une erreur, une omission ou une imprécision dans la conception de l'ouvrage conduit au refus de délivrance de financements complémentaires liés aux caractéristiques techniques de l'opération, il sera appliqué une pénalité d'un taux égal à la réduction constatée du financement portant sur la rémunération de l'élément de mission "étude de projet" (et études d'exécution" le cas échéant).

Performances liées aux délais de l'exécution du chantier : Dans le cas où le Maître d'Œuvre s'est engagé sur un délai d'exécution du chantier (cf. article 3.5.2) et dès lors que ce délai est dépassé de plus de 5 %, il sera appliqué une pénalité de 80 euros par jour calendaire de retard de livraison au-delà du délai majoré comme ci-dessus. (Clause sans objet si mission OPC non incluse à la mission objet du présent contrat) se réserve tous droits de recours au regard du préjudice matériel et immatériel subi de ce fait.

7.2 Primes

Sans objet.

7.3 Contestation et arbitrage

Si un différend survient entre le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre, ceux-ci conviennent de se consulter pour examiner l'opportunité de soumettre leur différend à un arbitrage.

Le cas échéant, il est décidé que cet arbitrage sera effectué par un tiers agréé par les parties.

7.4 Résiliation

7.4.1 Résiliation sur décision du Maître d'ouvrage aux torts du Maître d'œuvre :

Le présent contrat sera résilié de plein droit, un mois après mise en demeure restée sans effet notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, et contenant déclaration d'user de la présente clause dans tous les cas d'inexécution ou d'infraction aux dispositions du présent contrat, ainsi que dans les cas prévus au présent CCAP. La rémunération est alors établie selon les modalités de l'article 3.9. et suivants.

7.4.2. Résiliation sur décision du Maître d'ouvrage :

Le présent contrat sera résilié de plein droit, à tout moment, si bon semble au maître d'ouvrage, après notification de cette résiliation par lettre recommandée avec accusé de réception, et contenant déclaration d'user de la présente clause. La rémunération sera alors établie selon les modalités de l'art 3.9. et suivants pour les missions effectivement réalisées, sans indemnité ni compensation.

Si la résiliation intervient alors qu'il est clairement établi qu'une des missions définies à l'Acte d'Engagement est commencée, l'élément de mission même partiellement réalisé sera réglé intégralement.

7.5 Tribunal compétent

Les différends et litiges qui n'auraient pu être réglés par les dispositions du présent contrat, ou par l'éventuel arbitrage prévu à l'article 7.3 ci-avant, seront portés devant les Tribunaux du siège social du Maître d'Ouvrage.

Le Maître d'œuvre

Lu et approuvé, tampon, signature

Le Maître d'Ouvrage

Lu et approuvé, tampon, signature

ANNEXE - relative au Règlement général sur la protection des données (RGPD)

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement général sur la protection des données dit RGPD), les dispositions particulières suivantes sont applicables en matière de confidentialité et de protection :

1-Éléments de définition

Au sens du RGPD et plus précisément de son article 4.1 les « *données à caractère personnel* sont définies comme étant toutes informations se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable ; est réputée être une « *personne physique identifiable* » une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale ; ».

L'article 4.7 considère, le responsable du traitement comme étant « *la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement* ». Le responsable du traitement correspond à la notion d'acheteur au sens du Code de la Commande Publique.

Conformément à l'article 26, le responsable du traitement est conjoint.^[1] L'article 4.8 du RGPD définit la notion de sous-traitant, comme étant « *la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement* ». Le sous-traitant correspond au titulaire du marché public.

L'article 4.21 du RGPD précise la notion d' « *autorité de contrôle* » qui correspond à « *une autorité publique indépendante qui est instituée par un état membre en vertu de l'article 51* ».

L'autorité de contrôle en France correspond à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

2-Obligation du titulaire

Il est tenu de respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018 (Règlement Général sur la Protection des Données dit RGPD).

Le sous-traitant (le titulaire du marché public) s'engage à respecter les dispositions de l'article 28 du RGPD notamment en ce qui concerne :

- ✓ Le traitement et l'utilisation des données dans le cadre de l'exécution de ses prestations
- ✓ Le respect du traitement des données conformément aux dispositions du responsable de traitement. Il est à noter que si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données, il en informe immédiatement le responsable du traitement.
- ✓ La garantie de la confidentialité des données à caractère personnel en vertu du présent marché public.^[2] La prise en compte s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès sa conception et de protection des données par défaut.

De plus, le sous-traitant s'assure que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :

1. s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.
2. reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

3- Sous-traitance

Le sous-traitant (au sens de l'article 4.8 du RGPD) peut faire appel à un autre sous-traitant pour mener des activités de traitement de données à caractère personnel. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Le responsable de traitement dispose d'un délai de 21 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable du traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu. Il est à noter que lorsque le sous-traitant fait appel à un autre sous-traitant, ce dernier est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du responsable du traitement. Il appartient au titulaire du marché public de s'assurer que le sous-traitant présente les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire (ou le sous-traitant ayant sous-traité ultérieurement) demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

Lorsque le sous-traitant est présenté au moment du dépôt de l'offre, la notification du marché public vaut non opposition de l'acheteur à la sous-traitance des activités de traitement de données indiquées dans la déclaration de sous-traitance.

4- Droit d'information des personnes concernées

Le sous-traitant, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec le responsable de traitement avant la collecte de données.

5- Le droit des personnes

Il est à noter que le sous-traitant (au sens de l'article 4.8 du RGPD) doit collaborer avec le responsable du traitement dans l'accomplissement de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées, notamment en ce qui concerne le droits d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, de droit à la limitation du traitement, du droit à la portabilité des données, du droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée de profilage.

Le sous-traitant doit répondre dans les meilleurs délais au nom et pour le compte du responsable du traitement aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.